



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 30/09/2021

Votre annonce n°**21-128885** est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.

Cette annonce n'est plus modifiable.
Les corrections ou annulation éventuelles devront faire l'objet d'un avis rectificatif ou d'annulation après la publication de l'avis au BOAMP.



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.
Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).
En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.
> [Contact client](#)

F1 - Formulaire Avis de marché

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **75**
Annonce No **21-128885**
Fournitures

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : CNSMD de Paris.
Correspondant : laure SORO, conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris 209 avenue Jean Jaurès 75019 Paris, tél. : 01-40-40-45-98, courriel : lsoro@cnsmdp.fr adresse internet : <http://www.conservatoiredeparis.fr>.
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.
Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Enseignement.

Objet du marché : fourniture de chèques cadeaux multi enseignes destinés aux agents du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris.

Type de marché de fournitures : achat.
CPV - Objet principal : 66130000.
Lieu de livraison : 209 avenue Jean Jaurès, 75019 Paris.
Code NUTS : FR10.

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.
Accord-cadre avec un seul opérateur.
Valeur minimum estimée (H.T.) : 0 euros.
Valeur maximum estimée (H.T.) : 138 999 euros.

Caractéristiques principales :

l'accord cadre est mono attributaire et à bons de commande sans montant minimum avec un montant maximum de 138 999 euros (H.T.) en application des articles L.2125-1 et R.2162-4 du Code de la commande publique. Il est conclu à prix unitaires indiqués au BPU valant DQE du titulaire

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : voir CCP.

Options : descriptions concernant les achats complémentaires : une clause de réexamen est prévue à l'article 9.1 du CCP.

Nombre de reconductions éventuelles : 1.

Calendrier des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles : l'accord cadre est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa date de notification au titulaire. Il est reconductible tacitement 1 fois pour une durée de 1 an. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code. Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord cadre, une décision expresse de non-reconduction sera notifiée au titulaire trois mois au minimum avant la date d'échéance.

Refus des variantes.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : non.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 12 mois à compter de la notification du marché.

Cautionnement et garanties exigés : aucune.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : les paiements dus au titulaire sont réalisés conformément aux règles de la comptabilité publique notamment du Décret no2012-1246 du 7 novembre 2012. Les paiements s'effectuent par mandat administratif dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture conformément aux articles R2192-10 et R2192-12 du Code et après service fait.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : aucune forme juridique n'est imposée.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Critères de sélection des candidatures : se référer au règlement de la consultation.

Situation juridique - références requises : se référer au règlement de la consultation.

Capacité économique et financière - références requises : se référer au règlement de la consultation

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : se référer au règlement de la consultation.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre;
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.
La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 22 octobre 2021, à 17 h 30.

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2021PA09.

Renseignements complémentaires : la signature électronique est requise pour le présent accord cadre. Les candidats doivent se doter d'un certificat de signature électronique pour signer l'acte d'engagement et l'annexe financière remis dans leurs offres. Le Conservatoire de Paris pourra conduire des négociations avec les candidats suite à une première analyse des offres. Ces derniers seront contactés dans le cadre des négociations et seront informés des modalités de déroulement de celles-ci. Le Conservatoire pourra attribuer l'accord cadre sans conduire de négociations, sur la base des offres initiales.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Le DCE est téléchargeable uniquement, gratuitement et en libre accès sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics du Conservatoire: <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Toutes les communications de l'accord cadre seront faites par le biais de la Plateforme ainsi précisée. Les candidats doivent obligatoirement s'inscrire pour poser leurs questions, recevoir les réponses et les alertes de modifications effectuées sur le DCE.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

les offres doivent être remises uniquement de manière électronique sur la plateforme acheteur du Conservatoire de Paris : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les candidats doivent s'assurer de remettre l'ensemble des pièces demandées dans le cadre de l'accord cadre dans leurs plis. En cas de multiples dépôts d'offres, seul le dernier pli sera ouvert par le Conservatoire de Paris. Les candidats peuvent également remettre une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour remettre leurs offres.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 30 septembre 2021.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de paris 7 rue de Jouy 75004 Paris, tél. : 01-44-59-44-00, courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de paris 7 rue de Jouy 75004 Paris, tél. : 01-44-59-44-00, courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>.

Mots descripteurs : Chèque cadeau.

Eléments de facturation :

Classe de profil : Autres organismes publics

Siret : 19753495100037

Libellé de la facture : CNSMD de Paris SAGF Bureau du Budget 209 avenue Jean Jaurès 75019 Paris

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 22 octobre 2021

Objet de l'avis : Fourniture de chèques cadeaux multi enseignes destinés aux agents du conservatoire national supérieur de musique et de danse de paris

Nom de l'organisme : CNSMD de Paris

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun

